



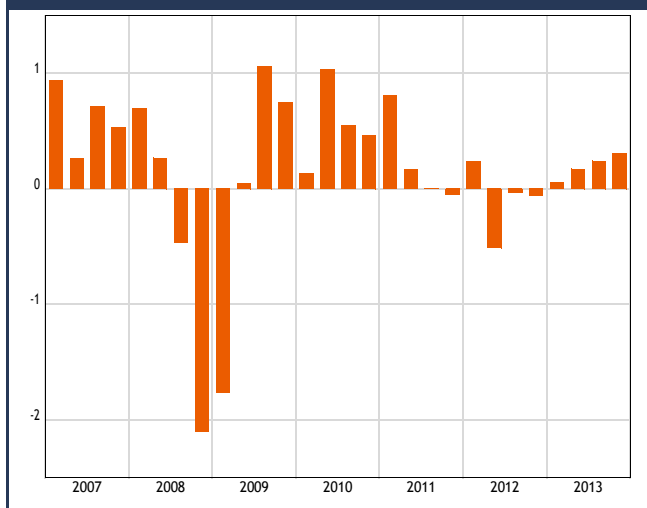
La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 0,2% en 2013

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2013.

Léger fléchissement de l'activité économique dans la zone euro en 2013...

La crise de la dette dans la zone euro a perdu en intensité après l'été 2012. L'intention exprimée par la BCE de racheter (sous certaines conditions) des quantités illimitées d'obligations d'Etat de pays sollicitant une aide européenne a sensiblement apaisé les tensions sur les marchés financiers. Toutefois, le pessimisme persistant des producteurs et des consommateurs et la politique budgétaire restrictive ont entraîné une nouvelle contraction de l'économie de la zone euro au quatrième trimestre 2012. Sur l'ensemble de l'année, le PIB serait en léger recul (-0,4%).

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



L'activité économique dans la zone euro semble à présent se stabiliser, comme en atteste l'évolution récente de plusieurs indicateurs de confiance. Elle devrait très progressivement se renforcer dans le courant de l'année 2013. Cette reprise résulte de l'accélération graduelle de la croissance de l'économie mondiale, tirée par les économies émergentes, et d'un rétablissement de la confiance suite à l'accalmie sur les marchés financiers. En dépit de ces signes positifs, l'économie de la zone euro devrait encore enregistrer en 2013 une croissance légèrement négative sur base annuelle (-0,1%).

Le scénario international reste néanmoins extrêmement incertain. L'efficacité avec laquelle la crise de l'euro sera résolue sera déterminante pour le rétablissement de la confiance des investisseurs, des producteurs et des consommateurs. Un nouvel accès de nervosité sur les marchés financiers pourrait hypothéquer le scénario retenu. La croissance économique pourrait par contre être supérieure à la prévision en cas de rétablissement de la confiance plus rapide qu'attendu.

... se traduisant par une croissance pratiquement nulle de l'économie belge en 2013

Un fléchissement conjoncturel de l'économie belge a été enregistré dès le second semestre 2011 et s'est poursuivi en 2012. L'activité économique s'est même contractée de 0,5% au deuxième trimestre 2012. Grâce à la faible reprise de la conjoncture internationale, la croissance de l'activité économique en Belgique devrait progressivement se renforcer (à 0,3% au quatrième trimestre) sous l'impulsion des exportations. Par conséquent, l'activité économique devrait avoir accusé un recul de 0,2% sur base annuelle en 2012 et progresser d'à peine 0,2% en 2013. Au cours de ces deux années, en dépit de performances modestes, les exportations contribueraient positivement à la croissance économique. Par ailleurs, les importations progresseraient à peine compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure.

Les exportations belges se sont affaiblies dès le deuxième trimestre 2012 dans le sillage du ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs. En 2013, la croissance des exportations se renforcerait graduellement sous l'effet d'une embellie conjoncturelle internationale, pour atteindre, en moyenne annuelle, une croissance faiblement positive, comparable à celle enregistrée en 2012. Cette année, les exportations nettes contribueraient positivement, de l'ordre de 0,1 point de pourcentage, à la croissance économique. Cette évolution, conjuguée à une baisse du prix du pétrole, implique une réduction du déficit de la balance extérieure courante.

En dépit de la faiblesse de la conjoncture et des mesures budgétaires, le pouvoir d'achat de ménages devrait s'améliorer en 2012 et 2013, notamment du fait d'une

indexation des salaires et des allocations sociales qui dépasserait l'inflation. Depuis la mi-2011, les craintes d'une augmentation du chômage pèsent lourdement sur la confiance des consommateurs. Par conséquent, la consommation privée a baissé en 2012 pour la première fois en vingt ans (-0,7%) et le taux d'épargne des ménages s'est établi à 15%. En outre, les investissements résidentiels ont sensiblement reculé (-3%) pour la deuxième année consécutive. En 2013, le chômage devrait continuer à miner la confiance des consommateurs et la propension des ménages à épargner devrait encore se renforcer. En conséquence, la consommation privée n'augmenterait que légèrement (0,3%) et les investissements résidentiels enregistreraient à nouveau une croissance annuelle négative (-1,6%).

Les investissements des entreprises souffrent depuis la mi-2011 de perspectives de débouchés décevantes. La confiance des entrepreneurs s'est fortement dégradée dans le courant 2011 et est restée faible l'an dernier. Les problèmes de rentabilité et le recul du taux d'utilisation des capacités de production industrielle dénotent un climat peu propice à l'investissement. Si les investissements des entreprises ont encore progressé de 0,6% en 2012, ils devraient fléchir de 0,4% cette année.

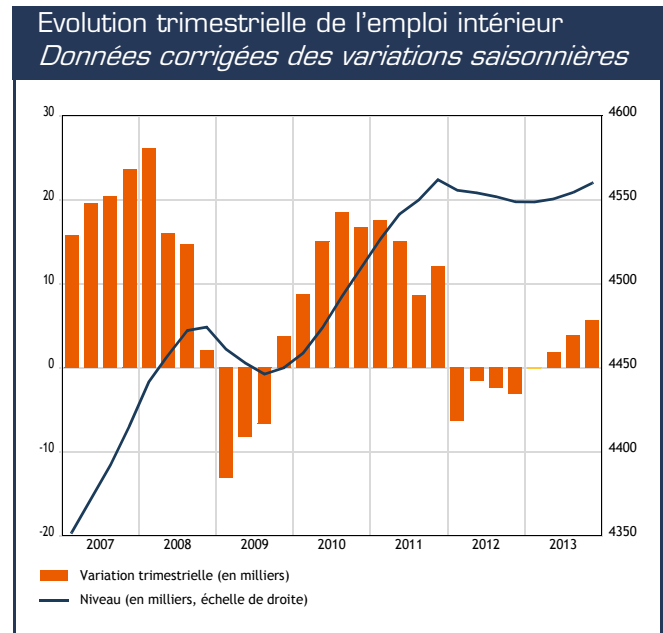
Tenant compte de l'ensemble des décisions connues, la croissance annuelle en volume de la consommation publique devrait s'établir à 0,9% en 2013. La croissance des investissements publics reflète largement les travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux. Après avoir progressé de 7,9% au total au cours de la période 2011-2012, les investissements publics diminueraient de 7,4% cette année.

Le chômage progresse à nouveau

En 2012, le ralentissement conjoncturel a entraîné en cours d'année un recul de l'emploi intérieur (qui a toutefois dépassé de 7 700 unités le niveau de 2011 en moyenne annuelle). La dégradation de la situation sur le marché du travail a entraîné une hausse du chômage de 8 500 personnes.

En 2013, l'emploi devrait se stabiliser en moyenne annuelle. En raison de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi) augmenterait de plus de 25 000 unités. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé d'Eurostat (calculé à partir des

enquêtes sur les forces du travail) s'établirait à 7,6% cette année, contre 7,2% en 2011.



L'inflation ralentit et s'établit à 1% en moyenne en 2013

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, fléchirait de 2,8% en 2012 à 1% en 2013. Ce ralentissement s'explique en grande partie par une baisse des prix de l'énergie, suite notamment au recul des prix du pétrole exprimés en euro et à la diminution des prix du gaz et de l'électricité consentie en début d'année par plusieurs fournisseurs. En outre, l'impact des soldes sur les prix à la consommation est dorénavant pris en compte dans l'indice. Le recul de la croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, serait un peu moins marqué, de 2,6% en 2012 à 1,1% en 2013. Par conséquent, l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (122,01) ne serait pas dépassé cette année.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge**Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires**

	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.7	0.2	-0.7	0.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.7	0.8	0.6	0.9
Formation brute de capital fixe	-1.4	4.1	-0.2	-1.3
Dépenses nationales totales	1.7	1.8	-0.7	0.1
Exportations de biens et services	9.6	5.5	0.6	0.5
Importations de biens et services	8.9	5.6	0.0	0.4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.7	0.0	0.5	0.1
Produit intérieur brut	2.4	1.8	-0.2	0.2
Indice national des prix à la consommation	2.2	3.5	2.8	1.0
Indice santé	1.7	3.1	2.6	1.1
Revenu disponible réel des particuliers	-1.2	-0.8	0.1	0.6
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	15.4	14.4	15.0	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	30.8	61.6	7.7	0.8
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.3	7.2	7.4	7.6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	1.9	-1.4	-0.8	-0.6
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.7	139.2	128.6	134.5
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.8	1.4	0.6	0.4
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3.4	4.2	3.0	2.4